



HAL
open science

Eloge de l'improductivité de l'hypothèse collaborative

Mathias Rollot

► **To cite this version:**

Mathias Rollot. Eloge de l'improductivité de l'hypothèse collaborative. L'hypothèse collaborative, 2018. hal-03016880

HAL Id: hal-03016880

<https://hal.science/hal-03016880>

Submitted on 20 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉLOGE DE L'IMPRODUCTIVITÉ
DE L'HYPOTHÈSE COLLABORATIVE
MATHIAS ROLLOT

✎ Mathias Rollot est architecte, docteur en architecture, Maître de Conférence Associé en Ecole Nationale Supérieure d'Architecture, auteur et traducteur.

Ce que révèlent les collectifs interrogés est un fait paradoxal : celui d'une réappropriation de la discipline architecturale au moyen d'une forme de dissolution de celle-ci.

S'il est certain que l'architecture en tant que discipline est chaque jour un peu plus mise en obsolescence par la technologie qui la remplace (Rollot 2016), ce n'est pas ici de ce genre de disparition dont il est question. La désintégration disciplinaire engagée par des structures alternatives telles qu'Echelle Inconnue, les Bergers Urbains ou l'ANPU est toute autre : c'est d'une réinvention totale et créatrice de la discipline architecturale dont il s'agit. Voilà en tout cas une des lectures qu'il est possible de donner de ces pratiques consistant à « faire sans, faire autrement ». Bien que la grande majorité de ces protagonistes aient été formés à l'Ecole d'Architecture, le rejet de la discipline et ses conditions actuelles qu'ils nourrissent est explicite et direct, il est au cœur même de la part innovante de leur pratique. Très étrangement pourtant, leurs théories et leurs pratiques n'ont rien d'une négation destructrice de la discipline architecturale – bien au contraire. C'est de la sorte qu'il faut relire la réappropriation opérée par des collectifs engagés à l'image d'Echelle Inconnue comme le signe d'un déplacement sain du regard de l'architecte de l'expertise vers l'échange, de l'élitisme vers l'éthique, de l'art vers la politique. De la même façon, observer les enquêtes urbaines menées par l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine c'est assister au signe de la création d'un territoire bâti pensé, construit et investi par ceux qui l'habitent. La première étape d'un processus de *réhabitation* de la Terre, au sens que donnaient les biorégionalistes américains à ce terme (Berg 1978) – la réalisation d'un lieu unique, humain et naturel à la fois, capable de se comporter comme un écosystème collaboratif, résilient et durable. Ailleurs encore, les créations spontanées, co-construites, *low-tech*, locales et participatives de AAA rendent sens aux fondements même de la discipline. En se détachant de cette dernière, ces acteurs et actrices ouvrent aujourd'hui tout un univers de sens particulièrement stimulant et nouveau pour l'architecture. C'est d'une recherche active et militante dont il s'agit ; d'un art de mobiliser les énergies et les talents pour aller vers un ailleurs inatteignable pour l'architecture et ses modes de productions habituels. Dit ainsi au moyen des termes de l'enquête, s'il ne faut pas construire, ce n'est pas seulement parce qu'il faut « faire sans », mais aussi et surtout parce qu'il faut

« faire autrement ». L'improductivité est engagée comme moyen et non comme fin en soi : c'est une méthode pour travailler au déploiement de marginalités créatrices et libératrices, et ouvrir sur des espaces et méthodes, qu'on ne pensait pas souhaitable ou pas possible...

Politiquement parlant, toutefois, comment le « top-down » pourrait-il prétendre créer des dynamiques « bottom-up », qui, par définition même, se fondent hors de son champ d'action ? Le travail fascinant de ces acteurs est de contourner le paradoxe de l'expert invoquant désespérément le spontané *en incarnant eux-mêmes cet imprévu, en devenant eux-mêmes des habitants bâtisseurs* (fussent-ils experts de la conception de formation). C'est le principe aussi suivi par les activistes de 2m26. Comment pourrait-on croire que leur apport à l'urbain puisse se mesurer en nombre de chaises co-construites avec les passants, en stères de bois assemblés, en nombre de nuits passées à dormir dans la rue ? La question quantitative est hors propos dès lors qu'il est question d'un engagement si pareillement politique, humain et artistique à la fois. Certes, outre les bénéfices sociaux, existentiels et esthétiques, tout cela a aussi à voir avec un enjeu économique (l'avènement d'un territoire plus autonome et plus résilient – et ses conditions de possibilités). Mais, si à aucun moment le gain n'est chiffrable, c'est qu'à bien y réfléchir, ces collaborations ouvrent justement sur un champ aussi enthousiasmant qu'inattendu : celui de l'*improductivité*. C'est à un éloge de cette dernière que je voudrais me livrer en guise d'introduction à ce chapitre.

La collaboration contre la productivité

Ce qui se partage, c'est ce qui ne se possède pas. Si la possession, elle, se divise, se prête ou s'échange, se vole ou s'achète, se loue – le partage, lui, désigne nécessairement une qualité d'échange qui dépasse l'une et l'autre des parties. Ainsi partageons-nous le temps d'un repas plutôt que la division des aliments eux-mêmes, ainsi peut-on parler du partage d'un moment, d'un chemin de vie, d'une amitié, d'une condition de vie... C'est en ce sens, que, s'il doit être question d'*hypothèse collaborative* pour désigner cet ensemble de processus de fabrication alternatifs de l'urbain ici présentés, c'est bien qu'il s'agit de faire apparaître *la part partagée – non possédée et non quantitative* donc – de ces fabrications nouvelles (Bianchetti 2015). C'est qu'en eux réside quelque chose qui n'est pas simplement de l'ordre de l'efficacité ou de la productivité ; quelque chose comme une *ressource urbaine latente* (D'Arienzo, Younès, Lapenna, Rollot 2016) – au sens aussi que donnait récemment François Jullien à l'idée de « ressource » : ce quelque chose qu'on *ne possède pas, ne prône pas, ne prêche pas, ne se construit pas en système*, mais qui au contraire *qui affleure de façon locale et non forcée, sans exclusion ni s'exclure* (Jullien 2016 : 51-66). Ces « ressources » que représentent chacune des unions collaboratives ici explorées sont à comprendre en termes d'énergies créatrices, de *capacités* potentielles

(Nussbaum 2012). C'est en cela même qu'elles résistent, structurellement parlant, à toute tentative de mise en résultats chiffrés figée, et en cela qu'elles ne sont en aucun cas les avatars des « villes productives » dont il est courant d'entendre parler¹. Bien au contraire, c'est justement en ce qu'ils contribuent à constituer des figures concrètes de ce que pourrait être la fantastique *ville improductive* de demain que ces figures de collaborations sincères et opérantes sont si stimulantes.

La civilisation *post-carbone*, en effet, peut-elle sérieusement se fonder sur l'idée de « villes productives », ou n'y a-t-il pas là, une forme de contradiction dans les termes ? Sans même évoquer ce fait que l'urbain d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec ce que pouvait désigner l'idée de « ville », j'en viendrai directement à ce constat que penser une « ville productive » capable de soutenabilité, c'est prôner presque explicitement un *capitalisme vert pour l'urbain* : une forme urbaine prétendant pouvoir continuer son développement en des termes durables. Comme si justement, l'écologie n'invitait pas à remettre en cause tant l'idée de « développement » que celle de « production », associer innovation urbaine et productivité est, politiquement parlant, s'engager en faveur d'une poursuite de la modernité : ou bien la « ville productive » est celle, dépassée, de la modernité solide et industrielle du XX^e siècle, ou bien – ce qui revient au même – elle vise à désigner l'idéologie de la modernité liquide (Bauman 2006) du XXI^e siècle et la « croissance verte » fantasmée par notre époque, et constitue en cela l'artefact de la parfaite poursuite de la transformation de la nature en marchandise et en fétiche. Dans un cas comme dans l'autre, c'est tout l'ensemble des moyens culturels qui nous ont amené à cette situation écologique dramatique contemporaine (l'idéologie du progrès, le capitalisme occidental basé sur la croissance et l'exploitation des peuples et de la terre, la mise en technologie des sociétés humaines et la dépossession individuelle et communautaire qui en découle, etc.) qui est sous-tendu par cette notion de productivité. À bien des égards donc, il est possible d'affirmer que cette idée n'est plus opérationnelle que pour désigner ce monde qui est en train de disparaître.

C'est de façon tout à fait différente que les témoignages ici présents nous invitent tous, dans leur diversité, à voir et à accepter l'idée que le renouveau de notre société puisse passer par une sortie de la production. À ce sujet, relevons que, bien que ce concept de *ville improductive* semble encore inédit pour l'heure, le fait que nous

1 Notamment dans les travaux de Thierry Baudoin et Michèle Collin, qui ont donné lieu à plusieurs publications dans la revue *Multitudes* depuis 2001 (notamment : *Multitudes* 3/2001 (n°6), *Multitudes* 2/2008 (n°33)), ainsi qu'à l'ouvrage BAUDOIN, Thierry (dir.), *Ville productive et mobilisation des territoires*, Paris, L'Harmattan, 2006. Parmi les dernières actualités à ce sujet, seraient à citer aussi le texte plus grand public « Construire la métropole productive » de Djamel Klouche, paru dans *Libération* le 29 novembre 2014, ainsi enfin que la tenue, en 2016, du thème de la 14^e session du concours EUROPAN (printemps 2017) : La ville productive, ultime consécration pour cette idée dans le monde de l'architecture et de l'urbanisme à échelle européenne.

soyons d'ores et déjà entrés dans une forme plus générale d'*économie post-productive* est en revanche une idée qui fut déjà formulée à plusieurs reprises. Kevin Kelly notamment propose à son sujet de considérer qu'il puisse s'agir d'une conséquence majeure du grand bouleversement de notre époque, et insiste : la caractéristique de notre contemporain est d'inventer des éléments qui ne sont ni réellement « productifs », ni même simplement mesurables en terme de productivité (Kelly 2013). À titre d'exemples librement choisis pour illustrer *a posteriori* la justesse de ces analyses, je voudrais dire à quel point, si différents soient-ils, qu'il s'agisse du réseau *Vélib* ou des systèmes *Blablacar* et *Drivy*, il est bien question d'inventions proprement contemporaines et urbaines qui se fondent sur des dynamiques économiques non basées sur la propriété mais sur le partage et l'échange – des économies circulaires construisant de fait une forme d'activité qui n'est en aucun cas « productrice » de biens matériels. On pourrait alors très bien vouloir, une fois de plus nommer, coûte que coûte, ces éléments de « productions de services », mais enfin est-ce bien là le terme le plus approprié ? Un parc deviendra-t-il bientôt, lui aussi, « producteur de bien-être » ; une rue, « productrice de mobilité urbaine » ? Ces questions sont rhétoriques. L'idée même de « productivité » est, de façon générale, un terme plus adapté à caractériser le travail machinique que l'œuvre humaine. Tandis qu'on parlera d'artisanat, de réalisation ou encore de manufacture pour désigner le travail de la main et de l'esprit, c'est de production dont il est question pour désigner le travail réalisé par l'industrie matérielle et l'*industrie culturelle* (Adorno, Horkheimer 1974). Aucun doute, dès lors, que l'utilisation du terme « production » soit, de fait, un usage déjà idéologiquement orienté dans le sens d'une perpétuation de la ville comme méta-industrie : mesurer la ville en terme de productivité, c'est voir celle-ci en ces termes industriels, et en ce sens, méconnaître ou éviter son sens premier et profond de *polis*, de *civitas*, ou de *burgus* peu importe : d'une affaire politique qui est avant tout question de partage d'espaces communs, de *communaux* (Illich 1973, 1994) en lesquels il est question, bon gré mal gré, de co-habiter ensemble.

Ce débat prend place à la suite d'une longue histoire intellectuelle qu'il ne nous appartient pas de relever. Notons simplement que c'est tout l'apport des philosophies de l'objection de croissance et de l'écologie profonde que d'avoir pu montrer que l'important n'était pas de poursuivre obstinément une dynamique sociétale perdue (celle de la croissance et de la productivité, justement), mais plutôt de recentrer nos valeurs sur des questions de dialogue entre environnement et humanité, de bien-être et de joie, bref de richesses humaines saines – autant d'enjeux qui n'ont de liens ni avec la croissance du PIB, ni avec la consommation énergétique des bâtiments. De toute l'histoire de la pensée marxiste à d'autres sources anciennes (Ruskin 1860), tout autant que de très nombreuses recherches récentes à ce

sujet (Latouche 2004, Rabhi 2010, Sinaï 2017 – pour ne citer que celles-ci) tendent au contraire à montrer l'importance d'un déplacement du regard vis-à-vis de la question de la productivité. Quels sont alors les enjeux de ce débat ?

Enjeux de la post-production urbaine au XXI^e siècle

L'enjeu social, tout d'abord, est peut-être celui que soulignait déjà Ellul en 1988 : ce fait que si « autrefois, productivité équivalait à appel de main-d'œuvre, maintenant c'est exactement l'inverse. Plus l'entreprise est « productive » et concurrentielle moins elle emploie de travail humain » (Ellul 2010 : 38). Il semble en aller de même, en effet, avec la ville : *plus elle est « productive » et concurrentielle et moins elle emploie de travail humain*. Si, en effet, il est possible de s'arrêter avec le penseur sur l'idée que « les « nouvelles machines » sont des machines à économiser de la main-d'œuvre » (Idem : 36), alors, c'est un fait : si nous voulons travailler à rendre la ville plus dynamique et plus attractive en termes humains, ce n'est pas par le critère de *productivité* qu'il nous faut lire ses états, ni par lui qu'il nous faut proposer de nouvelles directions. Ce qu'une fois de plus montrent bien les acteurs ici interrogés : l'intérêt n'est pas la somme d'argent récoltée, mais avant tout la satisfaction humaine d'avoir partagé un moment convivial, d'avoir co-construit une œuvre ensemble, d'avoir partagé le travail quitte à en avoir moins (plutôt qu'à *travailler plus pour gagner plus...*). Cette forme urbaine que fait advenir la collaboration n'est ni un nouvel avatar d'un communisme radical dans lequel il n'y aurait plus de possession individuelle, ni un artefact d'un ultra-libéralisme dans lequel tout serait pris dans le mouvement permanent d'une compétition toujours renouvelée. Par-delà les antiques conflits entre privé et public, possession et partage, l'enjeu culturel soulevé par l'hypothèse collaborative est celui, très direct, concret et contemporain, du travail – du retour des *cols bleus* en ville. Et s'il est plus urgent que jamais de protéger la ville européenne de sa *mise en tourisme* par les politiques publiques et les marchés privés, alors il est vrai qu'il faut bien tendre à maintenir en son sein une activité authentiquement vivante – activité de réparation, de stockage, de création, de production, d'échange, de dialogue. Mais si, dans les bourgs même, « jusqu'au début des années 1970, il pouvait y avoir des artisans en activité – menuisier charpentier, chaudronnier, couvreur zingueur et électriciens » (Debry 2012 : 23) – est-ce véritablement la notion de « production » qui caractérise leur apport à la cité ? Que peut bien *produire* une électricienne changeant un tableau électrique ? Un plombier débouchant des canalisations ? Si ces « cols bleus » sont indispensables à la ville, peut-être est-ce plutôt pour des questions de *capacité de résilience*, pour des enjeux d'*autonomie* ou d'*auto-soutenabilité de son territoire* (Magnaghi 2003) – plus que pour des quantités produites dont on ne voit pas bien ce qu'elles seraient. C'est certain, il y a bien un intérêt à essayer de favoriser, aujourd'hui, le retour de ses artisans

et de leurs ateliers « intra-muros ». Comment peuvent toutefois y arriver architectes et urbanistes ? Ce n'est pas en transformant les programmations et en proposant des « ateliers d'artistes » ou autres « espaces artisans » que nous pourrions concurrencer les géants IKEA et Brico-dépôt, et le caractère profondément destructeur de leur omniprésence sur toutes les formes de savoir-faire locaux. Ce n'est pas plus en proposant des espaces architecturaux « de qualité », avec doubles hauteurs, puits de lumière et esthétique à la mode que nous pourrions aider à rendre aux tailleurs de pierre, chaudronniers, et autres métiers oubliés, leurs relations au monde...

L'enjeu écologique, ensuite, est celui de l'émergence d'une forme de cité écosophique, au sens que donnait Guattari à ce terme dans *Les Trois Ecologies* (Guattari 1989) : une écologie non seulement environnementale, mais aussi collective et individuelle. En effet, elle est immense, au sein de cette écologie sociale, la *part humaine* – cet ensemble d'éléments qui restent irréductibles aux calculs, rendements et autres normes technocratiques à l'œuvre en l'ingénierie écologique actuelle : l'irrationnel, le symbolique, l'esthétique, l'émotion, l'imaginaire, le désir, etc. Or, n'est-ce pas, justement, le propre de ces acteurs ici interrogés que d'avoir à faire avec ces fils irrationnels et « improductifs » ? Ni rentable, ni véritablement *productrice*, l'agriculture urbaine par exemple n'aurait connu pareil essor si elle ne savait générer simultanément tout un ensemble de qualités *improductives* – de caractéristiques esthétiques, sociales, symboliques, politiques. Car, il faut le dire, au risque de décevoir, les fraises sur le toit des Galeries Lafayette ne nourriront pas Paris – elles ne fourniront péniblement que les restaurants chics du dessous. C'est de l'exact même façon que les *Bergers urbains* n'ont ni pour objectif premier de produire des merguez pour toute la ville, ni de prétendre concurrencer (commerciallement parlant) l'agriculture industrielle bien implantée dans nos ruralités. La bergerie urbaine qu'ils et elles déploient vise plutôt à ouvrir un espace partagé entre animaux et humains ; à déployer un art de « tisser du lien » social par la transhumance urbaine ; à ouvrir sur un face à face avec l'animal capable d'ouvrir à des rencontres, et d'offrir une plateforme de réinsertion sociale. L'idée est d'incarner la possibilité d'un dialogue alternatif, plus écologique, biorégional, circulaire et résilient avec les milieux dans lesquels existent les installations humaines. Ce nouveau mode de gestion, par ailleurs très peu mécanisé, s'est révélé vertueux à la fois pour les écosystèmes habités mais aussi, économiquement parlant, pour les très grands propriétaires fonciers. On le voit bien : si le modèle est enthousiasmant, c'est toutefois d'autre chose que d'une productivité accrue de la ville en termes de biens matériels dont il est question. Le critère de « productivité » ne s'applique que très difficilement à ces nouvelles pratiques pourtant particulièrement marquantes et acclamées ; tandis qu'il reste, au contraire, tout à fait signifiant pour désigner les *Villes franchisées* (Mangin 2004) et autres *villes génériques* et *junkspace* (Koolhaas 2011) dont il s'agit d'échapper au plus vite et au mieux...

En tout cela, enfin, l'enjeu philosophique de ce déplacement des manières de faire l'urbain est à rapprocher de celui de la fin de la vision de l'humain comme objet rationalisable, purement fonctionnel, utilitaire, qu'il faudrait nourrir (physiquement et émotionnellement) au moyen de quantités arrêtées qu'on pourrait produire de façon hétéronome (qu'il s'agisse de machines à habiter, de spectacles, de biens de consommations, ou d'autres choses). Si la co-construction effective du milieu et ses occupants est bien une des preuves les plus certaines de l'habitation d'un territoire (Sansot 1971, Rollet 2017), alors c'est d'une habitation revitalisée qu'il s'agit dès lors que se développent participations urbaines, partage de l'espace public, voire co-réalisation d'éléments matériels de celui-ci. C'est d'ailleurs très explicitement sur ce terrain que s'installe le projet R-Urban d'AAA, argumentant avec André Gorz qu'il serait temps de repenser à « produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons » (voir sur le sujet le très complet site internet déployé pour le projet à l'adresse r-urban.net). Du *circuit-court* au *court-circuit*, il n'y a finalement qu'un pas.

Processus collaboratifs : des formalisations du projet improductif

Comment ne pas voir l'immensité de la part symbolique en chacun de ces projets présentés et questionnés tout au long du livre ? C'est en terme plutôt de dynamisme, d'activité ou de spontanéité qu'il faut qualifier cette *ville officieuse* (Pottiez 2018) à l'œuvre. La conception, l'installation et le maintien en dynamisme des hétérotopies concrètes du présent ouvrage relève d'un projet de mise en forme d'un espace *autre*, à savoir donc un espace dans lequel l'esthétique et l'éthique sont différentes, sont en contraste avec cette société environnante : un territoire où, justement, la productivité n'est – enfin ! – plus un critère pertinent pour mesurer la qualité des choses. C'est en cela même que réside une des forces de résistance et de détournement les plus prometteuses de tous ces acteurs et actrices du changement. Je voudrais pour conclure citer un peu longuement Nathalie Blanc, dont il me semble que le propos rejoint à de nombreux égards les problématiques et propositions ici déployées :

« Les raisons d'un partage se construisent collectivement. Ces motivations sont variées, mais elles renvoient toutes à la question du sens, car nous partageons des significations, des valeurs et des valeurs d'usage, des plaisirs et des dégoûts. Nous avons cela en commun. Le partage (la notion (...) s'apprécie de nouveau, aujourd'hui, avec l'idée, au sens fort, de vie en commun) est fondamental ; il ne peut être uniquement rationnel, ou rationnellement construit ; il doit être aussi émotionnel et ressenti. Il s'agit alors de la possibilité d'un grandissement de l'empathie et des conditions de partage d'un sentiment collectif. (...) Reprendre cette

problématique, c'est penser qu'une esthétique environnementale permet de renouveler l'idée du plaisir à s'associer à d'autres, à éprouver certains environnements, à se ressentir vivant dans des conditions qui nous mettent à l'épreuve collectivement»

Blanc 2016: 38-39

- ◇ Adorno, Theodor, Horkheimer, Max (1974), *Dialectiques de la Raison*, Paris, Gallimard.
- ◇ Bauman, Zygmunt (2006), *La vie liquide*, Le Rouergue/Chambon.
- ◇ Berg, Peter (dir.) (1978), *Reinhabiting a Separate Country: A Bioregional Anthology of Northern California*, San Francisco, Planet Drum Foundation.
- ◇ Bianchetti, Cristiana (dir.) (2015), *Territoires partagés*, Geneve, Metispresses.
- ◇ Blanc Nathalie (2016), *Les formes de l'environnement*, Geneve, MetisPresses.
- ◇ D'Arienzo, Roberto, Younès, Chris, Lapenna, Annarita, Rollot, Mathias (dir.) (2016), *Ressources urbaines latentes*, Geneve, MetisPresses.
- ◇ Debry, Jean-Luc (2012), *Le cauchemar pavillonnaire*, Paris, L'échappée.
- ◇ Ellul, Jacques (2010), *Le bluff technologique*, Fayard/Pluriel.
- ◇ Guattari, Félix (1989), *Les trois écologies*, Paris, Galilée.
- ◇ Illich, Ivan (1973), *La convivialité*, Paris, Seuil.
- ◇ Illich, Ivan (1994), *Dans le miroir du passé*, Paris, Descartes et Cie.
- ◇ Jullien, François (2016), *Il n'y a pas d'identité culturelle*, Paris, L'Herne.
- ◇ Kelly, Kevin, (2013) «The Post-Productive Economy», 1^{er} Janvier 2013 (article en ligne).
- ◇ Koolhaas, Rem (2011), *Junkspace. Repenser radicalement l'espace urbain*, Paris, Payot.
- ◇ Latouche, Serge (2004), *Survivre au développement: de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et Une Nuits.
- ◇ Magnaghi, Alberto (2003), *Le projet local*, Bruxelles, Mardaga.
- ◇ Mangin, David (2004), *La ville franchisée*, Paris, La Villette.
- ◇ Nussbaum, Martha (2012), *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste?*, Paris, Flammarion.
- ◇ Pottiez, Claire, «La ville officieuse», in Rollot, Mathias, Guérant, Florian (dir.) (2018), *Repenser l'habitat. Alternatives et propositions*, Paris, L&S.
- ◇ Rollot, Mathias (2010), *La sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud.
- ◇ Ruskin, John (1860) *Unto this last (Il n'y a de richesse que la vie*, Paris, Le pas de côté, 2012).
- ◇ Rollot, Mathias (2016), *L'obsolescence. Ouvrir l'impossible*, Genève, MétisPresses.
- ◇ Rollot, Mathias (2017), *Critique de l'habitabilité*, Paris, L&S.
- ◇ Sansot, Pierre (1971), *Poétique de la ville*, Paris, Klincksieck.
- ◇ Sinai, Agnès, Szuba, Mathilde (dir.), *Gouverner la décroissance. Politiques de l'anthropocène III*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

ÉCHELLE INCONNUE

« Les cadastres ou les cartes actuelles qui servent de base aux politiques urbaines ne décrivent plus le territoire de tous mais deviennent un outil pour calculer l'impôt et la propriété. »

Échelle Inconnue est un groupe de recherche et de création qui travaille et défend depuis 15 ans les formes atypiques d'habitats (temporaires, mobiles, auto-construits, en camping, etc.) et la transformation des villes. Nous tentons de faire apparaître les formes exclues de la ville, celles que l'on ne voit jamais ou rarement représentées sur les cartes traditionnelles. En clair,

la ville du pauvre, de l'étranger, du voyageur, autant de villes invisibles ou tuées qui pourtant éclairent la ville « normale ».

Notre travail se voudrait un grincement. Nous avançons dents serrées croyant qu'il existe une autre ville que celle des architectes, des urbanistes, des politiques. Une ville ou des villes invisibles, probables, en attente, là.